

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

ASSOCIATION ECOLE DE LA 2E CHANCE DU 93

**Siège social : 6 mail Maurice de Fontenay
93120 LA COURNEUVE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

ASSOCIATION ECOLE DE LA 2E CHANCE DU 93

**Siège social : 6 mail Maurice de Fontenay
93120 LA COURNEUVE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux membres de l'Association Ecole de la Deuxième Chance 93 ;

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ECOLE DE LA 2E CHANCE DU 93 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport;

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ECOLE DE LA 2E CHANCE DU 93 à la fin de cet exercice.

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

CONSEILS ET ASSISTANCE

Société d'expertise comptable

Inscrite à l'Ordre IDF

Société de commissariat aux comptes

Membre de la compagnie de Versailles

Au niveau de nos travaux sur les subventions, nous avons réalisé une analyse de l'intégralité des conventions actives sur l'exercice. Nous avons contrôlé leur exhaustivité, leur réalité et leur correct rattachement à l'exercice social.

Nous avons également vérifié les différentes clauses, leur respect et leur impact dans les comptes et pris en considération le respect des différents principes comptables (de prudence notamment) afin d'obtenir l'assurance raisonnable nécessaire pour fonder notre opinion sur les montants des subventions et leurs corollaires (provisions et produits à recevoir)

Au niveau des fonds dédiés, nous avons réalisé une analyse de l'ensemble des fonds dédiés sur le respect des conditions de formations (objet défini par financeur externe ou par décision du Bureau et/ou du Conseil d'Administration), l'affectation des budgets et du correct rattachement des charges affectables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre association auprès des sociétés contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Fait à LEVALLOIS PERRET, le 13 Février 2025



SARL au capital de 150 000 €.

Email : sebastien@rougagnou.com

N° SIRET : 500 029 988 00036 APE 6920Z

Conseils & Assistance

6 bd Bineau 92300 Levallois-Perret

Tél. : 01 47 58 47 47

ANNEXE :

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros
- Avec comptes substitués

Edité le 05/02/2025

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	948	948				
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	698 399	637 874	60 525	2,73	70 217	3,26
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	4 636		4 636	0,21	4 560	0,21
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	5 250		5 250	0,24	4 500	0,21
. Autres	28 450		28 450	1,28	27 691	1,28
TOTAL (I)	737 683	638 822	98 861	4,46	106 967	4,96
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes	3 312		3 312	0,15	276	0,01
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 328		2 328	0,11		
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	502 832		502 832	22,71	515 147	23,89
Valeurs mobilières de placement	605 737		605 737	27,35		
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	919 740		919 740	41,53	1 496 143	69,39
Charges constatées d'avance	81 623		81 623	3,69	37 541	1,74
TOTAL (II)	2 115 573		2 115 573	95,54	2 049 107	95,04
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 853 255	638 822	2 214 433	100,00	2 156 074	100,00



Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros
- Avec comptes substitués

Edité le 05/02/2025

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	1 160 099	52,39	941 972	43,69
Excédent ou déficit de l'exercice	16 510	0,75	218 127	10,12
Situation nette (sous total)	1 176 609	53,13	1 160 099	53,81
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	7 054	0,32	11 451	0,53
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	1 183 664	53,45	1 171 550	54,34
FONDS REPORTEES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	67 514	3,05	122 564	5,68
TOTAL (II)	67 514	3,05	122 564	5,68
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	161 190	7,28	169 829	7,88
TOTAL (III)	161 190	7,28	169 829	7,88
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 114	5,15	78 386	3,64
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	639 952	28,90	600 003	27,83
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			8 660	0,40
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	48 000	2,17	5 083	0,24
TOTAL (IV)	802 066	36,22	692 131	32,10
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 214 433	100,00	2 156 074	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents
- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

ENGAGEMENTS DONNÉS

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros
- Avec comptes substitués

Edité le 05/02/2025

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations									
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services									
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		3 904 031		3 920 057		-16 026		-0,40	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels				13 300		-13 300		-100,00	
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		138 678		198 721		-60 043		-30,20	
Utilisations des fonds dédiés		80 050		49 329		30 721		62,28	
Autres produits		1 884		1 611		273		16,95	
Total des produits d'exploitation (I)		4 124 643		4 183 019		-58 376		-1,39	
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		1 054 303		1 007 868		46 435		4,61	
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		226 255		201 010		25 245		12,56	
Salaires et traitements		1 865 286		1 809 780		55 506		3,07	
Charges sociales		916 799		866 852		49 947		5,76	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		32 567		34 801		-2 234		-6,41	
Dotations aux provisions									
Reports en fonds dédiés		25 000		38 000		-13 000		-34,20	
Autres charges		359		1 007		-648		-64,34	
Total des charges d'exploitation (II)		4 120 568		3 959 318		161 250			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		4 075		223 701		-219 626		-98,17	
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés		12 107		134		11 973		N/S	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)		12 107		134		11 973		N/S	
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilés		469		4 044		-3 575		-88,39	
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (IV)		469		4 044		-3 575		-88,39	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		11 638		15 547		397,72			

LGN ET ASSOCIES



Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros
- Avec comptes substitués

Edité le 05/02/2025

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	15 713	219 791	-204 078	-92,84
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	4 397	1 415	2 982	210,74
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	4 397	1 415	2 982	210,74
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	3 600	3 079	521	16,92
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	3 600	3 079	521	16,92
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	797	-1 664	2 461	147,90
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	4 141 147	4 184 568	-43 421	-1,03
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 124 637	3 966 441	158 196	3,99
EXCEDENT OU DEFICIT	16 510	218 127	-201 617	-92,42
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	220 600	220 600		
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL	220 600	220 600		
CHARGES :				
Secours en nature	220 600	220 600		
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL	220 600	220 600		

Annexe association PREAMBULE

L'Ecole de la deuxième chance en Seine-Saint-Denis a été créée en 2001, à partir d'une initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis, et à partir du constat suivant : des difficultés rencontrées sur le territoire tant du côté des entreprises pour recruter des personnes, même très peu qualifiées, que du côté de la population, en particulier les jeunes dont le niveau de formation ne permet pas l'accès à l'emploi de manière durable. L'Observatoire de la Formation et des Métiers (CCIP) avait alors réalisé une étude qui a validé la pertinence du projet.

L'école a été créée pour accueillir des jeunes (16 à 25 ans) sans diplôme ni qualification. Ils doivent être motivés pour aller vers l'emploi et choisir un métier en fonction de leurs goûts, aptitudes, capacités réelles mais aussi en fonction des réalités du marché du travail. Ils doivent aussi avoir une maîtrise de la langue française suffisante pour comprendre des consignes, autrement dit, savoir lire et comprendre des documents écrits.

En 2022 le public de l'école s'est élargi et l'Ecole peut accueillir désormais - en plus des jeunes de 16 à 25 ans, sans diplôme ni qualification et sortis du système scolaire - des stagiaires bacheliers.

L'école s'inscrit pleinement dans une cohérence et complémentarité territoriale. L'e2c93 est une des réponses pertinentes aux besoins des jeunes adultes du territoire : depuis sa création, l'école enregistre en moyenne un taux de sorties positives (vers l'emploi directe, l'alternance ou la formation professionnelle qualifiante) de plus de 70 %, et qui monte à 77% avec le post-suivi.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 214 433,15 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 16 510,22 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.



PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Provision pour départ à la retraite :

Depuis 2006, E2C 93 fait une estimation du coût des indemnités de départ à la retraite qui seraient dues en fonction de l'ancienneté des salariés dans l'association qui est constatée dans le poste provisions pour risques et charges.



Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Ne constituent pas des charges immédiatement déductibles les dépenses qui se traduisent par l'entrée d'un nouvel élément d'actif de l'entreprise, destiné à être utilisé durablement comme moyen d'exploitation. Ainsi les dépenses qui entraînent normalement une augmentation de la valeur pour laquelle un élément de l'actif immobilisé au bilan, ne font pas partie des charges déductibles.

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique.

Type	Durée
Logiciels informatiques	1 an
Agencements, aménagements, installations	5 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 01 à 5 ans
Mobilier	05 ans

Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions de fonctionnement

Les subventions d'exploitation sont inscrites au compte de résultat en fonction des accords de financement et des périodes notifiées par les financeurs, indépendamment du versement effectif des fonds.



En conséquence, en fin d'année, la comparaison entre les accords de financement et la trésorerie reçue permet de déterminer :

- à l'actif, le montant des subventions restant à recevoir,
- au passif, les subventions qui seraient perçues d'avance.

Subventions d'investissements

Certaines immobilisations sont acquises grâce à des subventions d'investissements. Dans ce cas :

- les immobilisations figurent à l'actif et sont amorties chaque année donnant lieu à une charge d'amortissement,
- les subventions sont inscrites au passif et font partie des autres fonds associatifs. Parallèlement, une quote-part de la subvention est reprise en produits.

Fonds dédiés

Le poste fonds dédiés enregistre au passif du bilan les sommes encaissées pour des opérations non encore réalisées.

Les autres fonds dédiés mis en place sur 24 sont les suivants

- Subvention Linklaters pour réaliser des cours d'anglais : Les subventions versées sur les exercices antérieurs ont été utilisées en totalité. Sur 2024, une subvention complémentaire de 15 000 € a été versée, totalement utilisée au 31-12-24.
- Fonds dédiés voyage pour un montant de 70 000 €. Ce fonds a été approuvé par le conseil d'administration du 26/11/2020. Des dépenses pour 19 990 € ont été affectés sur ce fonds sur 2024. Le solde à la clôture est de 16 539 €.
- Fonds social pour les stagiaires, un abondement de 50 000 € a eu lieu sur 2020. Ce fonds a été approuvé par le conseil d'administration du 26/11/2020. Les dépenses réalisées sur 2024 s'élèvent à 6 060 €. Le solde de ce fonds ressort à 39 649 €.
- Fonds dédiés VEOLIA, ce fonds permet de couvrir les frais de permis de conduire des jeunes. Au 31 décembre 24, le fonds s'élève à 11 326 €. Aucune dépense n'a été réalisée sur 2024.
- Le conseil d'administration du 24 novembre 2022 a décidé la création d'un fonds dédiés jeux Olympique pour 24 000 €. Sur 2024, suite à un appel à projet, un montant complémentaire a été affecté à ce fonds pour 10 000 €. Des dépenses ont été réalisées pour 21 909 €. Le solde résiduel a été repris sur 2024.



Provision pour congés payés

La période de référence pour le calcul de la provision congés payés est l'année civile.

Contributions volontaires

Conformément au règlement comptable, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	948			948
Immobilisations corporelles	693 852	22 875	18 328	698 399
Immobilisations financières	36 750	7 936	6 350	38 336
TOTAL	731 550	30 811	24 678	737 683

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	948			948
TOTAL I	948			948
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements	398 356	16 673	18 328	396 701
Matériel de transport	1 121			1 121
Matériel de bureau et informatique	214 158	15 894		240 052
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	613 635	32 567	18 328	637 874
TOTAL GENERAL (I+II)	614 583	32 567	18 328	638 822



Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers			
Autres créances	508 472	508 472	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	508 472	508 472	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	501 763
TOTAL	501 763



Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou	A la clôture
Fonds propres sans droit de					
Fonds propres avec droit de					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	941 972	218 127			1 160 099
Excédent ou déficit de l'exercice	218 127	-218 127			16 510
Situation nette	1 160 099				1 176 609
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	11 451			4 397	7 054
Provisions réglementées					
TOTAL	1 171 550			4 397	1 183 664

Subventions d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
VEEPEE	Permis de conduire	10 000			10 000
VEEPEE	FAB LAB	5 000			5 000
TOTAL		15 000			15 000



Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
VEEPEE	Permis de conduire FAB LAB SEVRAN	352	3 333		3 685
VEEPEE		3 197	1 064		4 260
TOTAL		3 549	4 397		7 945

Fonds dédiés

	Montant début d'exercice	Dotation	Reprise	Montant fin d'exercice
Fonds dédiés BALLADE SEVRAN 2024	5 000		5 000	
Fonds dédiés Voyage	36 530		19 990	16 539
Fonds social 2020	45 709		6 060	39 649
Fonds dédiés VEOLIA Permis de conduire	11 325			11 325
Fonds dédiés JOP 2024	24 000	10 000	34 000	
Fonds dédiés anglais	0	15 000	15 000	
	122 564	25 000	80 049	67 515



Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	169 829		8 639	161 190
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des				
Provisions pour gros entretiens et grandes				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	122 564	25 000	80 050	67 514
TOTAL (II)	292 393	25 000	88 689	228 704
TOTAL GENERAL (I+II)	292 393	25 000	88 689	228 704
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		25 000	88 689	
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	114 114	114 114		
Dettes fiscales et sociales	639 952	639 952		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	48 000	48 000		
TOTAL	802 066	802 066		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	44 652
Dettes fiscales et sociales	425 850
Autres dettes	
TOTAL	470 502



Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions

Sur l'exercice clos au 31-12-24, la taxe d'apprentissage encaissée a été de 528 477 €. Le solde de la taxe a été encaissé en janvier 2025 pour 11 905 €.

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1
Région IDF	Fonctionnement	1 330 000	840 000	490 000
ETAT	Fonctionnement	1 332 551	1 332 551	
Bonus 23 Etat et Région	Fonctionnement	83 921	83 921	
ANCT Mission ville	Fonctionnement	175 000	175 000	
Département du 93	Fonctionnement	350 000	350 000	
EPT Terre D'Envol	Fonctionnement	48 000	48 000	
Autre subventions	Fonctionnement	56 082	51 082	5 000
TOTAL		3 375 554	2 880 554	495 000



Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
QP de subventions reprises en résultat	4 397
Produits de cession des éléments d'actif	4 397
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	
Dons faits au Téléthon	3 600
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	797



AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

La méthode de calcul retenue est la méthode prospective, dite méthode des unités de crédit projetées.

Les différents taux utilisés pour le calcul sont les suivants :

- Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 3.38%
- Taux de charges patronales moyen : 60 %
- Taux d'évolution salarial : 2.5 %
- La Convention collective appliquée est celle des organismes de formation.
- La table de mortalité est celle de 2006-2008.
- Il a été considéré qu'il s'agit de départ volontaire à 64 ans.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Aucune rémunération n'est versée aux organes d'administration.



ECOLE DE DEUXIEME CHANCE 93

6 Mail Maurice de Fontenay 93120
La Courneuve

Exercice clos le 31 décembre 2024

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	43	
Non cadres		
TOTAL	43	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 10 974 E.



CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

ASSOCIATION ECOLE DE LA 2E CHANCE DU 93

**Siège social : 6 mail Maurice de Fontenay
93120 LA COURNEUVE**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des
comptes de l'exercice clos le 31/12/2024**

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

ASSOCIATION ECOLE DE LA 2E CHANCE DU 93

**Siège social : 6 mail Maurice de Fontenay
93120 LA COURNEUVE**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31/12/2024**

Aux membres de l'Association Ecole de la Deuxième Chance 93,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONSEILS ET ASSISTANCE
Société d'expertise comptable
Inscrite à l'Ordre IDF
Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie de Versailles

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à LEVALLOIS PERRET, le 13 Février 2025
Le Commissaire aux comptes
CONSEILS ET ASSISTANCE, représenté par
Sébastien ROUGAGNOU

